

Le temps est venu pour une Déclaration d'indépendance de l'Union européenne

L'UE doit cesser de dépendre des Etats-Unis face aux pressions de Donald Trump. Elle doit bâtir une autonomie stratégique : défense commune, budget renforcé, marché unique complété et réformes institutionnelles avec l'appui de la société civile pour devenir une puissance souveraine.



Pour les signataires de cette carte blanche, « les concessions et les accommodements des Européens n'ont ni réduit l'imprévisibilité ni l'hostilité de Trump. Au contraire, ils ont accru la vulnérabilité stratégique de l'Europe. » - Photo News



Carte blanche -
Par la rédaction

Publié le 12/12/2025 à 06:00 | Temps de lecture: 8 min ⌚

L'Union européenne est confrontée à des défis sans précédent à un moment où l'ordre multilatéral fondé sur l'ONU est attaqué. La stratégie d'apaisement à l'égard de Donald Trump – depuis le sommet de l'Otan jusqu'à la déréglementation des normes numériques, de l'intelligence artificielle et de l'environnement, y compris l'humiliation tarifaire de Turnberry – ne fonctionne pas. Les concessions et les accommodements n'ont ni réduit l'imprévisibilité ni l'hostilité de Trump. Au contraire, ils ont accru la vulnérabilité stratégique de l'Europe, produit un plan de capitulation inacceptable pour l'Ukraine et une déclaration politique de guerre contre l'UE

sous la forme de la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis, dans laquelle il appelle à un retour à une Europe des nations et annonce, en conséquence, une alliance avec les forces politiques national-populistes du continent.

L'Europe doit donc en tirer les conclusions nécessaires : sa sécurité, sa prospérité et sa démocratie ne peuvent plus dépendre de la volonté changeante des Etats-Unis. L'autonomie stratégique n'est plus une option mais une nécessité. L'Union européenne doit être en mesure d'agir de manière indépendante, d'assumer l'entière responsabilité de sa propre défense et de poursuivre ses intérêts et ses valeurs sur la scène mondiale avec souveraineté et crédibilité.

Une Europe plus productive et plus compétitive est une condition préalable à la puissance géopolitique et au bien-être social. Nous devons donc garantir d'ici 2028 la pleine mise en œuvre des rapports Letta et Draghi sur l'achèvement du marché unique et la compétitivité européenne. En outre, nous avons besoin d'un budget pluriannuel soutenant de nouveaux investissements, publics et privés, dans les secteurs clés et innovants. Nous appelons donc la Commission à présenter une nouvelle proposition de cadre financier pluriannuel (CFP), renforcée et plus ambitieuse, capable de financer les biens publics européens, y compris de nouvelles priorités en matière de défense et de recherche, tout en préservant les dimensions sociale et environnementale, la cohésion et l'agriculture, dans le respect du contrôle parlementaire et du rôle des régions et des villes européennes, et financée par de véritables ressources propres de l'UE.

Renforcer l'Europe fédérale

Mais retrouver la compétitivité et moderniser le budget ne suffit pas à bâtir une Europe géopolitique. Comme en 1950, nous devons nous concentrer sur un point critique : l'établissement d'une Défense commune européenne appuyée par une union politique renforcée. Seule une Europe plus fédérale peut relever ces défis, en garantissant le respect de nos valeurs et de nos droits fondamentaux, à moins que nous ne soyons prêts à accepter Trump comme autorité politique mondiale, dans un partenariat ambigu avec Poutine et Xi Jinping. Reconnaisant la menace sécuritaire à laquelle l'UE est confrontée et l'hostilité ouverte de Trump, confirmée par la stratégie de sécurité nationale, nous appelons les Etats membres réunis au Conseil européen à établir une Défense commune européenne, comme le prévoit l'article 42 du traité sur l'Union européenne, ce qui peut également être réalisé par le biais d'une nouvelle coopération structurée permanente entre les Etats membres volontaires en cas d'absence d'unanimité. Cela constituera un système européen de défense capable de coordonner les forces armées nationales en cas d'agression contre tout Etat membre. Cela requiert un centre de commandement et de contrôle de l'UE.

Plus généralement, les institutions et les dirigeants de l'UE doivent exploiter pleinement le traité de Lisbonne, par une interprétation fédéraliste dans tous les domaines, comme cela a été fait lors de la réponse à la pandémie de coronavirus, conformément également à l'appel de Mario Draghi en faveur d'un « fédéralisme pragmatique ». L'UE ne serait jamais devenue une puissance commerciale si cette politique avait été soumise à l'unanimité. Nous devons dépasser la vétocratie en matière de politique étrangère, de défense et de finances. Un budget de l'UE plus fort bénéficiant à certains Etats membres pourrait être conditionné à leur soutien à l'activation des clauses passerelles permettant de passer de l'unanimité au vote à la majorité. En parallèle, le Conseil européen doit donner une suite cohérente à la proposition du Parlement de réformer les traités pour abolir l'unanimité dans le système décisionnel de l'UE – le budget et la fiscalité, la politique étrangère, la sécurité et la défense, ainsi que l'élargissement devant tous relever de la procédure législative ordinaire – y compris pour les futures révisions des traités.

Un rôle très important pour le Parlement européen et la société civile

Nous estimons que le Parlement européen peut jouer un rôle fondamental dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles nécessaires, également au regard de l'élargissement. Premièrement, en conditionnant son soutien aux prochains budgets annuels et au CFP à l'action du Conseil européen conformément aux demandes susmentionnées. Deuxièmement, en promouvant une Assemblée interparlementaire (Assises) pour défendre la pleine réalisation de ces objectifs, ainsi qu'une Assemblée citoyenne européenne ad hoc afin d'impliquer les citoyens et l'espace public européen dans son ensemble.

A cette fin, nous soutenons la création d'une coalition pro-européenne renouvelée, transpartisane et interinstitutionnelle, englobant les Etats membres les plus engagés au sein du Conseil européen, la majorité pro-européenne au Parlement européen et dans les parlements nationaux, la Commission européenne, ainsi que les institutions régionales et locales, au-delà des inerties propres à chaque institution, et la société civile organisée pro-européenne. Nous les appelons tous à se mobiliser aux niveaux local, national et transnational pour soutenir ces revendications en faveur d'une Union plus souveraine et plus démocratique.

*Ce texte est fondé sur la déclaration adoptée par le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe relancé, le 18 octobre 2025, à la Maison Jean Monnet, Houjarray / Bazoches-sur-Guyonne, France.

Signataires : Enrico Letta, ancien président du Conseil des ministres, président de l'Institute Delors, auteur du rapport *Much more than a market* (Italie) ; Josep Borrell Fontelles, ancien Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et ancien président du Parlement

européen (Espagne) ; Hans-Gert Pöttering, ancien président du Parlement européen (Allemagne) ; Guy Verhofstadt, président du Mouvement Européen International, ancien Premier ministre de Belgique, ancien député au Parlement européen (Belgique) ; Monica Frassoni, présidente du Centre européen d'appui électoral (ECES), ancienne présidente du Parti Vert européen, ancienne députée au Parlement européen (Italie et Belgique) ; Jacques Attali, écrivain, ancien conseiller spécial du Président François Mitterrand (France) ; Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, ancien commissaire européen au Commerce (France) ; Danuta Hübner, ancienne commissaire européenne à la Politique régionale, ancienne députée au Parlement européen (Pologne) ; Paolo Gentiloni, ancien commissaire européen à l'Economie, ancien président du Conseil des ministres d'Italie (Italie) ; Daniel Cohn-Bendit, écrivain, ancien député au Parlement européen (France et Allemagne) ; Slavoj Žižek, philosophe (Slovénie) ; Domènec Ruiz Devesa, président de l'Union des fédéralistes européens, ancien député au Parlement européen (Espagne) ; Dominique Méda, professeur, Paris School of Economics (PSL) Paris-Dauphine (France) ; Robert Menasse, écrivain (Autriche) ; Isabelle Durant, ancienne vice-présidente du Parlement européen, ancienne secrétaire générale par intérim de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (Belgique) ; Javier Cercas, écrivain (Espagne) ; Petre Roman, ancien Premier ministre (Roumanie) ; Mercedes Bresso, ancienne présidente du Comité européen des régions, ancienne députée au Parlement européen (Italie) ; Rosen Plevneliev, ancien président de la République (Bulgarie) ; Gabriele Bischoff, présidente du Groupe Spinelli, députée au Parlement européen (Allemagne) ; Nicolas Schmit, ancien commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux (Luxembourg) ; Enrique Barón Crespo, ancien président du Parlement européen (Espagne) ; Andrea Wechsler, présidente d'Europa-Union Deutschland, députée au Parlement européen (Allemagne) ; Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen (Allemagne) ; Luca Visentini, ancien président de la Confédération européenne des syndicats (Italie) ; Othmar Karas, ancien Premier vice-président du Parlement européen (Autriche) ; Moritz Hergl, président des Jeunes Fédéralistes Européens (Allemagne) ; Sandro Gozi, député au Parlement européen, ancien président du Groupe Spinelli (Italie et France) ; Daniel Freund, député au Parlement européen, ancien président du Groupe Spinelli (Allemagne) ; Pierre Larrouturou, ancien député au Parlement européen (France) ; Elmar Brok, ancien député au Parlement européen, ancien président du Groupe Spinelli (Allemagne) ; Richard Corbett, ancien député au Parlement européen, (Royaume-Uni) ; Chloé Fabre, président de l'Union des fédéralistes européens (France) ; Jo Leinen, ancien député au Parlement européen, ancien président du Mouvement Européen International (Allemagne) ; Hervé Moritz, président du Mouvement Européen France ; Virgilio Dastoli, président du Conseil italien du Mouvement Européen et collaborateur d'Altiero Spinelli ; Aurore Laloux, présidente des Jeunes Européens France ; Andrew Duff, ancien député au Parlement européen, ancien président de l'Union des fédéralistes européens (Royaume-Uni) ; Francesca Ratti, ancienne secrétaire générale

adjointe au Parlement européen (Italie) ; Laure Niclot, membre du Conseil économique et social européen, ancienne présidente des Jeunes Européens France ; Roberto Castaldi, professeur, secrétaire général du Movimento Federalista Europeo ; Philippe Laurette, président de l'Association Jean Monnet ; Monica Baldi, ancienne députée au Parlement européen ; Francisco Aldecoa Luzarraga, président du Conseil fédéral espagnol du Mouvement Européen, professeur ; Michele Fiorillo, philosophe, co-initiateur de Citizens Take Over Europe (Italie).
